

Bruxelles, le 13 mars 2024

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale,

Aujourd'hui, 13 mars 2024, pour la première fois en cinq années marquées par la gestion de crises à répétition, les travailleur.se.s des secteurs de l'accueil et de l'accompagnement des publics sans abri seront en arrêt de travail. Dans l'ensemble du réseau d'aide, l'arrêt de travail sera suivi de 11h00 à 12h00.

2.144.000 Belges, soit 18,7% de la population, courent un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. C'est ce qui ressort des chiffres de la pauvreté pour l'année 2022, selon Statbel . A Bruxelles aujourd'hui, **415.000 personnes** - soit 34% de la population bruxelloise – risquent de sombrer dans la grande pauvreté. Parmi celles-ci, **plus de 7000 personnes sans-abri et mal-logées** étaient dénombrées par Bruss'help en octobre 2022, soit + de 18% par rapport à 2020.

Dans un contexte d'aggravation sans précédent des inégalités sociales et de santé, le nombre de personnes qui font appel aux services est en hausse constante. Aujourd'hui, l'ensemble du secteur tire la sonnette d'alarme, en pointant **4 constats** de mise sous haute tension des lignes d'aide et avance **4 propositions**.

LES CONSTATS

#1 Une (sur)saturation de l'ensemble des dispositifs d'accueil d'urgence et d'insertion

Le secteur du sans-abrisme fonctionne en flux tendu depuis des années et ce, dû notamment à la précarisation de la population bruxelloise. Par ailleurs, la politique fédérale de non-accueil des demandeurs d'asile qui sévit depuis 2021 accroît la pression sur l'ensemble du secteur, obligeant les organisations à des choix cornéliens qui mettent en péril les personnes non-accueillies. En parallèle, l'inaccessibilité au marché du logement pour une grande partie de la population précarisée entrave fortement les perspectives d'avoir un "chez-soi", bloquant ainsi les personnes en rue, dans des centres d'urgence ou d'accueil. Nous sortons d'un nouvel hiver qui, une fois de plus, a vu de nombreuses personnes dormir en rue et ce malgré l'activation du Plan Grand Froid, démontrant que la gestion de crise permanente ne se suffit pas à elle-même.

#2 Mise en concurrence des publics qui remet en cause le principe d'inconditionnalité

Le réseau d'aide souffre d'une mise en concurrence constante, aussi bien entre les différents publics de personnes sans-chez-soi (demandeurs de protection internationale, personnes sans-abri, femmes, enfants, hommes isolés, personnes sans titre de séjour régulier, etc.), qu'entre les organisations et les projets, ce qui vient finalement fragiliser un système déjà essoufflé. En effet, les équipes sociales se retrouvent quotidiennement confrontées à des dilemmes inhumains, de savoir qui laisser sur le côté : une femme et son enfant en bas-âge ou un homme isolé atteint d'une pathologie grave ? Cette compétition destructrice ne fait

qu'augmenter les tensions et la violence dans les centres et en rue. La politique de non-accueil n'a fait que renforcer ce phénomène via le financement de places d'accueil qui ciblent certains publics en fonction d'un statut administratif sans tenir compte du critère de vulnérabilité. Les dilemmes des équipes de terrain ne s'en trouvent que plus exacerbés.

#3 Augmentation généralisée de la violence dans les structures d'aide et d'hébergement

Le réseau d'aide aux personnes sans chez-soi est confronté à plusieurs situations alarmantes en termes de violences : sur et entre les publics et par ricochet sur les équipes. Même si ce phénomène n'est pas nouveau, il s'est accentué et complexifié. Les violences institutionnelles que vivent les sans-abri et les sans chez-soi renforcent le cercle vicieux : l'absence de perspectives de sorties de rue, le manque de ressources qui conduit par exemple les CPAS à être toujours moins faciles à joindre, les services pour personnes sans abri à être moins inconditionnels dans leur accueil, la police à être moins diplomate dans ses interventions, etc. De plus en plus d'ayants-droits sont très abimés par la vie en rue ou sans chez-soi : problèmes de santé mentale, d'alcoolisme, de consommation de drogues, etc. Face à ces situations, un sentiment d'impuissance s'installe chez certains usagers et touche les équipes de terrain. Toutefois, celles-ci gardent une volonté ferme de trouver les moyens adéquats afin de continuer leur mission dans des conditions dignes pour les publics et les professionnel·les.

#4 Épuisement généralisé des équipes

Politique de non-accueil, assuétudes, crise du logement abordable, saturation des dispositifs d'urgence et d'insertion, violences conjugales et intrafamiliales, problématiques de santé mental, etc. : les situations de crise s'enchaînent et ne laissent aucun répit aux équipes de terrain. Engagées au quotidien dans la lutte contre le sans-abrisme, les travailleur.se.s du secteur s'activent à flux tendu et sont épuisé·e·s par l'ampleur des problématiques rencontrées et le manque de solutions à proposer. Cela entraîne un turn-over important des équipes ainsi que des difficultés à engager du personnel (liées également aux métiers en pénurie et à la précarité de nombreux contrats dans le secteur, imposée par les politiques de financement).

DES PROPOSITIONS POUR SORTIR DES LOGIQUES D'ÉPUISEMENT

Si rien n'est fait, le réseau d'aide ne sera plus en mesure de répondre aux demandes alors même qu'elles montent en flèche. La situation est à ce point dégradée qu'il devient impératif d'avoir un réel engagement politique tout en dégagant des nouvelles lignes budgétaires. La persistance d'une telle situation de sous-financement engendre un sentiment de lassitude parmi les professionnels des secteurs de l'aide et des soins.

En agissant sur les déterminants sociaux qui plongent les populations en grande précarité, on diminue de facto les besoins d'aides et de soin et la pression sur les services sociaux et de santé. Il est essentiel de développer une approche holistique dans toutes les politiques, en responsabilisant chaque secteur de l'action publique. Agir sur des déterminants comme les revenus, le logement, les conditions de travail, l'accès à des environnements sains, l'accès

aux titres de séjour, l'éducation semble primordial dans le contexte actuel de crises à répétition. Nos propositions s'inscrivent dans cette logique.

#1 Un renforcement de la prévention: porte de sortie du sans-abrisme

Nous appelons à développer et soutenir la concertation avec les différents secteurs afin de renforcer la prévention du sans-abrisme ainsi qu'à l'augmentation, à la fois des capacités d'accueil pour absorber la demande croissante de personnes en rue. Enfin, seul le développement urgent de solutions de logement abordables et durables permettra de donner des perspectives d'avenir aux personnes et de diminuer les chiffres du sans-abrisme. Ces augmentations doivent être couplées d'un renforcement de l'accompagnement et de l'insertion afin d'apporter des solutions structurelles vers la sortie du parcours d'errance ou de "sans chez-soi".

#2 Un accueil digne pour tous les publics et priorisation, le cas échéant, sur base de la vulnérabilité

Nous appelons à des solutions d'accueil à hauteur des besoins et la garantie que personne ne soit laissé.e pour compte et sans solution de logement. L'hébergement veillera à prioriser les personnes vulnérables : familles et personnes avec enfants, femmes seules, hommes et femmes avec besoins médicaux. La vulnérabilité doit rester le critère de priorisation des publics, sans considération du statut administratif des personnes.

Le Brussels Deal (= financement du Fédéral vers la Région bruxelloise pour pouvoir renforcer sa capacité d'accueil et ainsi pallier aux failles de l'Etat de droit, dans sa non-prise en charge des DPI), couvrant aujourd'hui un grand nombre de places d'hébergement d'urgence en Région bruxelloise, doit, lui aussi, intégrer le principe d'inconditionnalité des publics.

#3 Renforcer le rôle de planification stratégique pour prévenir les crises

Le sans-abrisme n'est, par définition, pas une crise. Il faut nécessairement sortir d'une gestion de crise permanente, qui épuise les ressources (humaines, financières, matérielles, etc.) et brûle les énergies nécessaires à l'ébauche d'un réel plan de sortie du sans-abrisme.

Nous appelons à un renforcement du rôle de programmation du secteur : planification et anticipation permettent une meilleure intervention. L'annualisation de l'offre et l'activation de ressources-tampons (buffer) permettent, en cas de nécessité, de créer et de renforcer des réponses dignes, durables et adaptées aux défis posés par le sans-abrisme.

#4 Renforcement des services et valorisation du personnel du secteur social-santé

Face à la pénurie de travailleur.se.s sociaux et aux conditions de travail de plus en plus difficiles, nous appelons à renforcer et revaloriser les équipes du secteur social-santé, afin de garantir une aide psycho-médico-sociale de qualité. Nous appelons à des modes de financement qui permettent la sécurisation de l'emploi (pour éviter la précarité des CDD) et qui considèrent la possibilité de formation destinée aux membres des équipes.

Cette revalorisation passe par :

- La garantie des financements structurels pour les missions d'intérêt général de base et de support sur la base des besoins actuels et futurs ;
- L'indexation automatique des financements est une nécessité minimale qui n'est actuellement malheureusement pas toujours garantie ;
- Le paiement des subventions dans des délais raisonnables : Les moyens financiers engagés doivent être liquidés en avance, le plus tôt possible, pour permettre aux organisations de l'aide et des soins de mener et poursuivre leurs activités.

Messieurs les ministres, c'est en désespoir de cause que nous nous adressons à vous aujourd'hui. Nous avons besoin que la problématique soit prise en considération au plus haut niveau car nos canaux traditionnels de relais ne permettent plus de solutionner un problème devenu trop important. En effet, cette situation alarmante n'est plus de la responsabilité d'un-e Ministre ou d'une Région mais doit être la responsabilité de tous. Nous plaçons notre confiance en votre écoute et restons à votre disposition pour approfondir ensemble et mettre en place des solutions.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions, Messieurs, de bien vouloir recevoir nos plus respectueuses salutations,

Signataires

- AMA - Fédération des maisons d'accueil et des services d'aide aux sans-abri
- Brussels Platform Armoede
- Bruss'help
- Fédération Bico
- Fédération des Services Sociaux
- IFA - Inter-fédération Ambulatoire
- Ligue Bruxelloise pour la Santé Mentale
- Accueil Montfort
- Aire de Rien
- Chez nous - Bij Ons asbl
- DIOGENES asbl
- BelRefugees
- Bruxelles Accueil Porte Ouverte / Brussel Onthaal Open Deur
- Buurthuis Bonnevie
- Casa Hestia
- Caw Westland
- CCL (L'Ilot)
- Centre Ariane
- Centre de Prévention des Violences Conjugales et Familiales
- Chèvrefeuille asbl
- Comité de la samaritaine asbl
- Comité de vigilance en travail social
- Consigne article 23

- De Buurtwinkel
- DoucheFLUX
- DUNE
- Entraide de Saint-Gilles
- Escale - Onderweg
- Fami-Home
- Foyer Bodegem
- HOB0 asbl/vzw
- Home Victor Du Pré
- Hub Humanitaire
- Infirmiers de rue - Straatverplegers
- Jamais Sans Toit
- Koekelberg (New Samusocial asbl)
- L'Ilot ASBL
- L'Ilot 38
- L'Ilot 160
- La Fontaine - Ordre de Malte
- La maison des parents solos
- Les Petits Riens
- Les Trois Pommiers
- Lhiving
- Macadam
- Maison de la mère et de l'enfant
- Maison Rue Verte
- MBX Maraudes de BXL
- Médecins du Monde Belgique
- Nativitas asbl/vzw
- New Samusocial asbl
- Oeuvre de l'Hospitalité - Home Baudouin
- Opération Thermos
- Pierre d'Angle asbl
- Pôle lieux
- Porte Ouverte - Open Deur
- Restojet
- Sociale werken Leger des Heils
- Source asbl
- Talita asbl
- Yemaya